



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AUTRICHE ET SLOVÉNIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE VIENNE

N° 3 – mai-juin 2021

En bref

Dans le cadre de sa tournée des capitales européennes, la présidente de la Commission, Mme Ursula Von der Leyen, s'est déplacée à Vienne le 21 juin pour donner le feu vert au plan national de relance et de résilience déposé par l'Autriche. La république alpine pourra donc bénéficier des aides européennes au titre de la FRR pour 3,5 Mrd EUR de subventions. Selon la Commission, 59 % des mesures contenues dans le plan autrichien bénéficieront aux objectifs climatiques et 53 % à la transformation numérique. Dès l'accord du Conseil, une avance de 450 M EUR, soit 13 % du volume, pourra être versée à l'Autriche.

Zoom sur

Le programme Tremplin, mis en place par le gouvernement autrichien, a pour ambition de ramener dans l'emploi 15 000 personnes en situation de chômage de longue durée d'ici la fin 2021. Pour ce faire, 100 M EUR seront prélevés sur le budget alloué à la politique de l'emploi (AMS). Dès 2022, 300 M EUR supplémentaires y seront alloués, permettant de porter le nombre de bénéficiaires à 50 000 sur les 150 000 chômeurs de longue durée. La stratégie du gouvernement prévoit, entre autres, la prise en charge de 50 % des coûts salariaux pour une durée maximale de 12 mois et le placement intérimaire dans des activités d'intérêt public. Le ministre du travail Martin Kocher mise sur la mise en réseau des différents acteurs : agence pour l'emploi, industrie, PME et agences de placement.

LE CHIFFRE À RETENIR

+4,0 %

La croissance attendue en 2021
selon l'institut de conjoncture Wifo

Autriche

Prévisions et indicateurs

1. Forte révision à la hausse des indicateurs

La forte reprise du commerce mondial et le rebond de la consommation privée en Autriche ont contraint les instituts nationaux de conjoncture à revoir fortement leurs prévisions macroéconomiques pour cette année et 2022. Selon le principal institut Wifo, la croissance pourrait atteindre +4,0 % en 2021 et progresser de 5,0 % en 2022 (contre 1,5 % et 4,7 % dans les prévisions de mars). Le déficit public devrait atteindre 6,6 % du PIB cette année, après -8,8 % en 2020, et pourrait repasser, à politique inchangée, dès 2022 sous la barre des 3 % avec -2,3 %.

En % du PIB	2020	2021	2022
Croissance	-6,3	+4,0	+5,0
Consommation privée	-9,2	+5,0	+5,5
Exportations B&S	-10,0	+5,2	+8,7
Importations B&S	-9,6	+8,7	+7,1
Inflation (/n-1)	+1,4	+2,2	+2,0
Solde public	-8,8	-6,6	-2,3

Source : Wifo

Pour la période 2021-2025, le Wifo présage d'une croissance moyenne de 2,8 % par an. Le rebond de 2021 (+4,0 %) et 2022 (+5,0 %) se tassera à +1,8 % en 2023 et 2024 pour s'établir en fin de période sous revue à +1,5 %. La consommation des ménages portera largement cette croissance : après une hausse de 5,0 % et de 5,5 % en 2021 et 2022, elle restera sur une trajectoire solide mais se tassant de 2,9 % en 2023 à +1,7 % en 2025. Le solde public atteindrait, selon ce scénario, -1,0 % du PIB en 2025.

La dette publique s'élevait à la fin du T1 2021 à 326,9 Mrd EUR, soit 87,4 % du PIB.

L'inflation (IPCH) estimée par l'institut autrichien de la statistique pour le mois de juin 2021 affiche une hausse de 2,8 % en glissement annuel. En mai, l'indice des prix du secteur manufacturier s'inscrivait également en hausse de 6,0 % en glissement annuel.

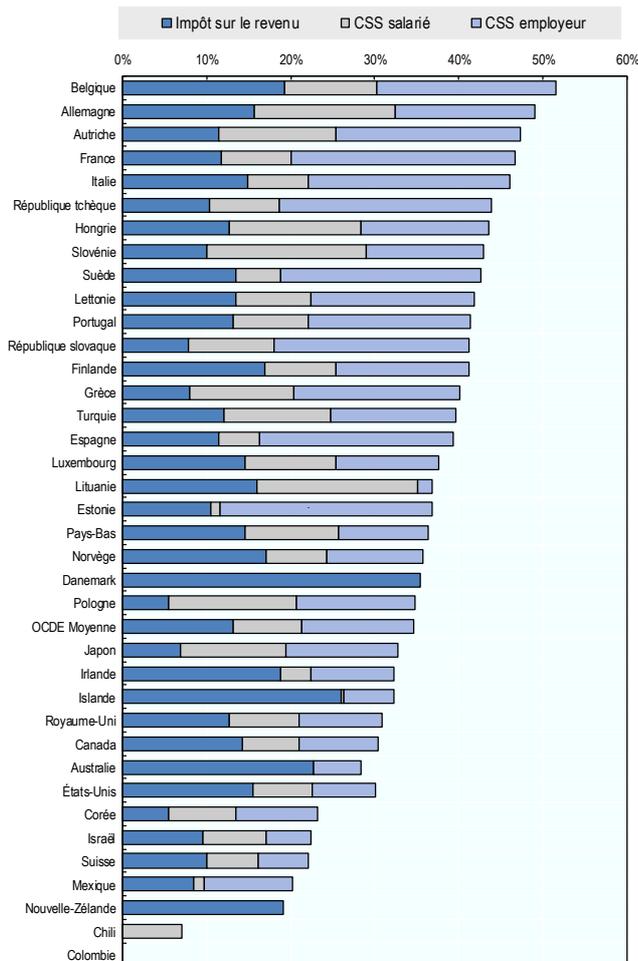
2. Fiscalité

Le coin fiscal en Autriche reste élevé

Avec 47,3 % du coût du travail fin 2020, le coin fiscal (le rapport entre le montant des impôts payés par un travailleur salarié moyen sans enfant et les coûts totaux de main-d'œuvre qu'il représente pour son employeur) reste élevé en comparaison avec les partenaires européens et n'a que très peu évolué au cours des 10 dernières années (2010 = 48,2 %). Selon l'OCDE, l'Autriche se range au 3^{ème} rang, derrière la Belgique (51,5 %) et l'Allemagne (49,0 %) et devant la France (46,6 %) et l'Italie (46,0 %). Par rapport à 2019, la pression fiscale a toutefois quelque peu diminué en Autriche, se réduisant de 0,56 point, grâce notamment à la réforme de l'impôt sur le revenu (-0,49 point). Les cotisations sociales dues par le salarié ont en revanche légèrement augmenté de 0,02 point quand les cotisations patronales reculaient de 0,09 point. Toutefois, il convient de remarquer que pour un parent isolé avec 2 enfants à charges, l'Autriche reste certes dans le premier tiers des pays de l'OCDE mais à la 11^{ème} place. Dans cette configuration, avec un salaire égal à 67 % du salaire moyen, la pression fiscale, réduite des prestations versées, a diminué en 10 ans de 6,3 points. Grâce à la réforme fiscale avancée à 2020 et aux allègements de cotisations consentis pour les bas salaires pendant la crise sanitaire, la pression fiscale de l'impôt sur le revenu pour un parent isolé avec deux enfants et percevant 67 % du salaire moyen, était négative de 2,6 % en 2020 (-1,9 % en 2019).

A noter qu'en France, le coin fiscal est passé de 49,9 % du coût du travail fin 2010 à 46,6 % fin 2020.

Impôt sur le revenu et cotisations de sécurité sociale des salariés et des employeurs, 2020
En % des coûts de main-d'œuvre



Notes : Célibataire sans enfant ayant un salaire égal à celui d'un salarié moyen.
Les taxes sur les salaires sont inclus si en vigueur.

Source : OCDE, les impôts sur les salaires 2021

3. Echanges

Forte croissance pour le commerce extérieur de l'Autriche au premier trimestre 2021

Selon les résultats provisoires pour le premier trimestre 2021 fournis par Statistik Austria, les importations de l'Autriche ont augmenté de 6,4 % pour s'établir à 40,4 Mrd EUR. Les exportations ont progressé de 3,8 % à 38,8 Mrd EUR. Ce

développement s'explique notamment par les fortes augmentations des échanges avec la Chine (+29,2 % pour les importations et 35,7 % pour les exportations). Le déficit commercial des échanges de biens a triplé ainsi à 1,55 Mrd EUR comparé à 0,54 Mrd EUR. Par ailleurs, Statistik Austria vient de publier les résultats définitifs pour le commerce extérieur de l'Autriche en 2020 marqués par un fort recul en raison de la pandémie (-8,5 % pour les importations et -7,1 % pour les exportations). La position de la France en tant que 10^{ème} fournisseur et 5^{ème} client de l'Autriche a été confirmée.

4. Consommation privée

Analyse de la consommation des ménages en 2019-2020, dans un contexte de pandémie et en comparaison avec 2014-2015

Selon une enquête de consommation menée de juin 2019 à juin 2020 par Statistik Austria, les dépenses de consommation mensuelles moyennes des ménages privés en Autriche s'élèvent à environ 3 250 EUR pour un revenu moyen mensuel des ménages de 4 020 EUR. En moyenne, les ménages privés consacrent un peu moins de 25 % de leurs dépenses mensuelles au logement et à l'énergie. Le transport représente la deuxième part la plus importante des dépenses mensuelles avec 13,9 %, suivi de près par les dépenses pour les loisirs et le sport avec une part de 13,4 %. L'alimentation (dont boissons non alcoolisées) représente en moyenne 12,1 % des dépenses des ménages. Pendant la première phase de restrictions dues à la pandémie, soit de la mi-mars à juin 2020, les dépenses mensuelles moyennes observées ont été inférieures de 13,5 % par rapport à la moyenne annuelle (sur toute l'enquête). Durant cette période, les dépenses mensuelles en restauration (-55,9 %), en habillement et chaussures (-30,3 %) ainsi que les dépenses en alimentation et boissons non alcoolisées (+10,7 %) s'écartent le plus significativement de la moyenne annuelle. Par rapport aux résultats de l'enquête sur la consommation de 2014-2015, les dépenses mensuelles moyennes des ménages ont augmenté

de 8,4 % en termes nominaux ; corrigées de l'inflation, ces dépenses ont seulement progressé de 1,1 %. Cette augmentation finalement plutôt faible est à mettre en perspective avec les effets de la pandémie de Covid-19 et des mesures de confinement.

Politique économique et sociale

5. Emploi : forte inadéquation

Alors que la reprise économique s'annonce vigoureuse au T2 2021, le nombre de personnes en recherche d'emploi reste élevé avec un taux de chômage en données mensuelles de 6,9 % en mai (données eurostat), en baisse toutefois de 0,4 point par rapport à fin avril. Selon le ministère du travail, la réouverture des secteurs confinés a permis en mai 2021 à plus de 64 000 personnes de retrouver un emploi. Depuis le 1^{er} janvier, plus de 290 000 personnes ont pu retrouver une activité, dont plus de 62 000 dans le secteur touristique. Toutefois, l'inadéquation entre offres d'emploi et qualification reste flagrante avec plus de 109 000 emplois non pourvus fin juin, confrontant les entreprises à de graves problèmes de recrutement et affectant ainsi la relance. Cet état des lieux amène le ministre du travail Martin Kocher à envisager une réforme de l'assurance chômage, inspirée du modèle préconisé par les milieux économiques et le patronat. Des mesures incitatives couplées à une plus grande rigueur dans l'application de sanctions en cas de refus non motivé et à un taux de remplacement de l'allocation chômage plus élevé (actuellement 55 %) mais plus rapidement dégressif pourraient selon le ministre permettre de répondre à ces défis.

6. Le chômage partiel entre dans sa 5^{ème} phase

La 4^{ème} phase du chômage partiel adapté à la crise sanitaire arrivant à son terme fin juin, le ministère du travail, le ministère des finances et les partenaires sociaux se sont entendus pour prolonger d'une 5^{ème} phase le dispositif d'activité réduite. A compter du 1^{er} juillet, deux modèles de chômage partiel cohabiteront : le premier, à l'adresse des entreprises et secteurs encore particulièrement touchés par la crise (recul de plus de 50 % du CA au T3 2020 par rapport au T3 2019), reconduira les conditions actuelles mais avec un temps de travail d'au moins 30 % et sera limité à l'année 2021. Le second régime s'adressera aux autres entreprises et prévoit une participation financière des entreprises par le biais d'une réduction de l'aide de 15 %. Ce modèle pourra perdurer jusqu'à la mi-2022.

Fin juin, près de 300 000 salariés (7,8 % de l'emploi salarié) étaient déclarés en activité réduite. Le ministre du travail Kocher attend toutefois un chiffre réel à mois échu bien inférieur, compte tenu de la reprise vigoureuse.

Veille sectorielle

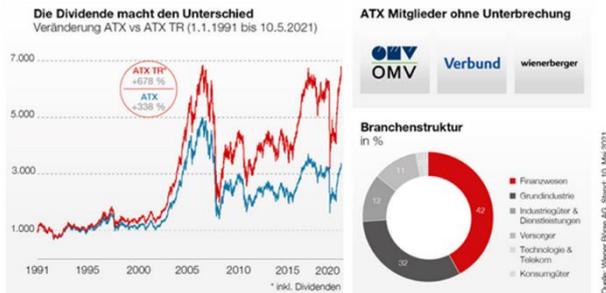
7. Secteur financier

La bourse de Vienne est de retour sur le chemin de la croissance

Après le recul de 12 % en 2020, la bourse de Vienne est de retour à la hausse, l'indice ATX qui fête ses trente ans cette année (voir graphique) progressant de 24 % au premier semestre 2021. Les vingt entreprises qui forment l'ATX étaient toutes en hausse. Les augmentations les plus importantes sont affichées par l'*Österreichische Post AG* (+56 %), le groupe pétrolier et gazier *OMV* (+45 %) et le fabricant de semi-conducteurs *AT&S* (+39 %).

30. Jahrestag: ATX Total Return vor Allzeithoch

Jährliche Durchschnittsrendite von 6,5 %



Raiffeisen quitte le système national de garanties

L'autorité des marchés financiers FMA ainsi que la BCE ont donné leur accord fin mai à la création d'un système de garanties par le groupe *Raiffeisen* (crédits agricoles). Le groupe *Raiffeisen* avait annoncé son intention de quitter le système national de garanties suite à la faillite en 2020 de deux petites banques qui lui ont coûté 247 M EUR au total. Parmi les 358 banques *Raiffeisen*, cinq banques ont opté pour le maintien dans le système national « pour garder leur indépendance ». A partir de décembre 2021, aucune des deux grandes banques commerciales autrichiennes ne contribuera au fonds unique, le groupe *Erste* (caisses d'épargne) étant resté en dehors du dispositif dès sa création en 2019, préférant un IPS.

8. Industrie

OMV se réoriente vers la chimie

A l'initiative du PDG sortant M. Rainer Seele, le groupe pétrolier et gazier OMV s'est réorienté vers la chimie avec la montée au capital dans sa filiale chimique Borealis. Le changement de stratégie semble s'accélérer avec la nomination de l'ancien dirigeant de Borealis, M. Alfred Stern, à la tête d'OMV à partir du 1^{er} septembre. L'objectif de production de 600 000 barils équivalent pétrole par jour est revu à la baisse à 500 000. OMV se trouve au début d'une transformation majeure vers les produits chimiques et l'économie circulaire, dans laquelle il souhaite gérer un vaste portefeuille le long d'une chaîne de valeur très étendue - du puits aux raffineries et stations-

service, en passant par les produits chimiques à haute valeur ajoutée et le recyclage. De plus, l'accent est désormais mis sur la production d'hydrogène vert et le recyclage des plastiques.

Sauvetage de l'usine de MAN à Steyr

Le constructeur allemand MAN, qui appartient à la branche poids lourds du groupe Volkswagen (Traton), avait annoncé en septembre 2020 vouloir supprimer 9 500 emplois dans le monde, soit un quart de ses effectifs, dans le cadre d'un plan de restructuration mondial. Cette « réorientation de grande envergure » devait permettre de réaliser des économies d'un montant de 1,8 Mrd EUR. Trois usines, dont celle de Steyr en Haute-Autriche, fondée en 1914 et reprise par MAN en 1989, ont été menacées de fermeture, le groupe prévoyant de développer des capacités de production en Pologne. Avec ses 2 215 employés, MAN produit sur le site de Steyr tous les camions légers et moyens de la marque MAN (jusqu'à un PTAC de 26 t.) ainsi que des véhicules spéciaux lourds. En outre, le site de Steyr fournit des composants pour le réseau de production internationale de MAN et exploite notamment le plus grand atelier de peinture d'Europe pour les pièces rapportées en plastique des camions. Dans une région creuset de l'industrie lourde autrichienne et compte tenu des enjeux en termes d'emplois, le projet de fermeture du site a provoqué un bras de fer avec les syndicats et l'émoi des politiques. Après de longues et âpres négociations, il a été annoncé le 10 juin 2021 que l'entrepreneur autrichien Siegfried Wolf viendrait au secours de l'usine en la rachetant (pour un prix non-communicé) via sa fondation WSA. L'ancien CEO de Magna International est depuis 2010 président du conseil de surveillance du groupe Russian Machines de l'oligarque Oleg Deripaska et détient 10 % du constructeur automobile russe GAZ qui fait partie du groupe Russian Machines. Selon les projets de M. Wolf, il est prévu de limiter la production à deux types de fourgonnettes que GAZ produit déjà sous la marque Gazelle, un petit bus et un camion, également dérivés des modèles GAZ. Il est envisagé d'obtenir l'homologation pour l'UE et pour un total de 44 pays vers lesquels l'entreprise a l'intention d'exporter, principalement vers des pays où il existe

une demande de véhicules bon marché et robustes, notamment en Asie et en Afrique du Nord.

9. Transports

ASFINAG se félicite d'un résultat meilleur que prévu

L'entreprise publique ASFINAG (*Autobahnen- und Schnellstrassenfinanzierungs-AG*) qui gère le réseau routier à haut débit a prélevé des péages en 2020 à hauteur de 2,1 Mrd EUR (-7 %) dont 1,5 Mrd EUR pour les poids lourds et les bus (-1 %) et 586 M EUR pour les voitures particulières (-14 %). Le bénéfice net a atteint 742 M EUR (-14 %) dont 165 M EUR ont été versés à l'Etat sous forme de dividende (inchangé par rapport à 2019). Par ailleurs, ASFINAG, à la tête d'un consortium formé de 15 entreprises, mène un projet pilote, intitulé DOMINO et financé par le ministère des Transports à travers l'agence autrichienne de promotion de la recherche (FFG). Le projet porte sur la combinaison intelligente de différents modes de transports dans trois régions pilotes en Basse-Autriche, Haute-Autriche et Salzbourg. Y participent, entre autres, l'opérateur historique ferroviaire ÖBB avec sa filiale iMobility GmbH, le centre de recherche AIT et le club automobile ÖAMTC.

Les ÖBB veulent doubler le volume du fret ferroviaire d'ici 2040

Les ÖBB prévoient de dépenser plus de 25 Mrd EUR pour l'expansion et la modernisation de l'ensemble du système ferroviaire d'ici 2026. Lors de la présentation de la deuxième phase d'extension du terminal sud de Vienne, le PDG des ÖBB, Andreas Matthä, a déclaré vouloir, grâce à ces investissements, doubler les services de fret ferroviaire d'ici 2040. L'extension du terminal sud de Vienne devrait permettre d'augmenter de moitié la capacité de manutention. Ce terminal, mis en service fin 2016, est à la fois la principale gare de transport de marchandises de la région orientale et une plaque tournante centrale du réseau européen de l'industrie du transport et du chargement. Après seulement trois ans et une capacité utilisée à 80 %, la décision a été prise d'agrandir le terminal. Selon M. Matthä, outre les investissements dans les chemins

de fer, des conditions-cadres équitables sont également cruciales pour permettre le transfert du trafic de marchandises de la route au rail, dans un objectif de transition climatique. Ainsi, il déplore le déséquilibre dans la tarification des coûts externes, qui se traduit par exemple par une différence de taxation fiscale : tandis que les chemins de fer doivent payer des péages jusqu'au dernier kilomètre et la TVA complète pour les billets de train internationaux, le diesel bénéficie d'une fiscalité allégée sur les routes, et les billets d'avion d'une fiscalité préférentielle.

10. Energie et environnement

Des panneaux solaires pour les toits du centre commercial *Shopping City Süd*

Le 14 juin a été inaugurée une installation de panneaux solaires sur les toits de Shopping City Süd géré par le groupe français Unibail-Rodamco-Westfield en présence de la Ministre Eleonore Gewessler (Verts, compétente pour le climat, l'environnement et l'énergie) et de la gouverneur de Basse-Autriche Mme Johanna Mikl-Leitner (conservatrice). Cette installation représente la plus grande « ferme » solaire installée sur les toits d'un centre commercial en Europe. Selon M. Paul Douay, directeur des opérations en Allemagne et en Autriche, elle marque l'engagement en matière de développement durable du Groupe Unibail-Rodamco-Westfield et du centre commercial *Shopping City Süd*.

Une réserve de réseau assurera la sécurité de l'approvisionnement en électricité

En septembre 2020, l'Autriche avait notifié à la Commission européenne son intention de créer une réserve de réseau, dans le cadre de son système de gestion de la congestion, afin de faire en sorte que la capacité électrique soit suffisante à tout moment pour éliminer les goulets d'étranglement dans le réseau de transport. Fin juin, la Commission a autorisé, en vertu des règles de l'UE en matière d'aides d'État, les projets de l'Autriche visant à créer une réserve de réseau pour le marché autrichien de l'électricité. La mesure temporaire restera en vigueur jusqu'à fin

2025. Dans le cadre de ce régime, le gestionnaire de réseau de transport autrichien, Austrian Power Grid AG (APG) paiera les exploitants de centrales électriques qui auront fait part de leur intention de cesser leur activité, mais qui sont utiles pour maintenir l'équilibre du réseau électrique, afin que leur capacité reste disponible sur le réseau. Les installations utilisant les sources les plus polluantes telles que le charbon, le lignite ou le diesel, sont effectivement exclues de la réserve, grâce à une limite d'éligibilité en termes d'émissions de CO₂ par kilowatt/heure. En outre, des centrales électriques étrangères et des agrégateurs combinant plusieurs unités de production ou de consommation peuvent également faire l'objet de marchés et ensuite être tenus d'augmenter ou de diminuer leur production pour maintenir l'équilibre du réseau électrique si le gestionnaire de réseau de transport le demande. Par ailleurs, des contrats peuvent être conclus avec des consommateurs d'électricité, qui sont ensuite tenus de diminuer leur consommation moyennant rémunération.

11. Tourisme

Même une très bonne saison estivale ne pourra pas compenser les pertes sur l'année

Selon les estimations actuelles de l'institut d'économie WIFO, le nombre de nuitées pour la saison estivale 2021 devrait augmenter de 22,5 % par rapport à l'été 2020, ce qui correspondrait à une baisse de -16,5 % par rapport à l'été 2019 (saison normale). La demande des hôtes internationaux devrait diminuer d'environ 25 % par rapport à l'été 2019 (pour atteindre 42,0 millions de nuitées), tandis que celle des voyageurs nationaux devrait battre un nouveau record d'environ 3,9 millions (+2,5 % par rapport au précédent record de 2019). Le tourisme de cet été 2021 devrait nettement plus profiter aux zones rurales, qui attirent les Autrichiens pour les paysages alpins, le sport et les loisirs en extérieur, qu'aux villes. Au niveau des Länder, comme en 2020, le Burgenland, la Carinthie et la Styrie devraient à nouveau être les plus performants tandis que Vienne devrait encore encaisser des pertes importantes. Les perspectives pour l'ensemble de l'année 2021 sont

beaucoup plus sombres. En raison de la longue fermeture des établissements d'hébergement, d'une saison d'hiver quasi à l'arrêt et de la baisse drastique de touristes étrangers, l'écart par rapport au pic de 2019 devrait s'élever à environ 66,4 millions, soit une baisse de -43,5 % entre l'année 2019 et l'année 2021.

12. Innovation

Malgré une croissance un peu moins rapide que le reste de l'UE, l'Autriche reste le 8^{ème} pays le plus innovant de l'UE

Se maintenant à la 8^{ème} position, l'Autriche se classe une fois de plus parmi les « innovateurs forts » dans le « Tableau de bord européen de l'innovation » (TBEI) publié le 21 juin. Néanmoins, l'objectif fixé par la nouvelle stratégie de recherche (FTI-Strategie 2030), qui est de se hisser à la 5^{ème} place du TBEI, est loin d'être atteint. Selon le rapport, les sept pays les plus innovants de l'UE sont la Suède, la Finlande, le Danemark et la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne et le Luxembourg. Par ailleurs, si en moyenne la performance de l'UE en matière d'innovation a augmenté de +12,5 % depuis 2014, elle s'est seulement accrue de +11 % en Autriche. En effet, depuis 2017, l'Autriche progresse moins vite que le reste de l'UE dans ce domaine (cf. graphique). NB : Le TBEI évalue la capacité d'innovation de chaque pays selon 32 indicateurs, regroupés en douze « dimensions de l'innovation ». Dans les dimensions « durabilité » (rang 12), « numérisation » (12) et « utilisation des technologies de l'information » (14), l'Autriche peine à tirer son épingle du jeu. Au contraire, dans les dimensions « potentiel intellectuel » (rang 4), « financement et soutien » (5) et « système de recherche attractif » (6), l'Autriche se trouve parmi les meilleurs pays.

Slovénie

Prévisions et indicateurs

La Banque centrale de Slovénie prévoit une revue à la hausse de la croissance du PIB à 5,2 % pour l'année 2021, soit 2,1 points de pourcentage de plus que lors de ses prévisions de décembre. Pour 2022, il est prévu 4,8 % contre 4,5 %, puis 3,1 % en 2023.

GDP forecast	2021	2022	2023
Banka Slovenije (June 2021)	5,2	4,8	3,1
OECD (May 2021)	3,5	4,6	
IMF (May 2021)	3,9	4,5	3,6
European Commission (May 2021)	4,9	5,1	
IMAD (March 2021)	4,6	4,4	3,3
EBRD (October 2020)	3,5		

Source: Individual forecasts

Politique économique et sociale

La Slovénie a émis sa première obligation d'1 Mrd EUR consacrée au financement de projets exclusivement durables, inscrits dans le plan du budget national.

D'une échéance de 10 ans, l'obligation a été émise avec un taux d'intérêt nominal de 0,125 % et un rendement à l'échéance de 0,170 %. Plus de 47 % des acheteurs sont des gestionnaires de fonds et des assureurs et plus de 28 % proviennent d'Allemagne,

LE CHIFFRE À RETENIR

+5,2 %

Prévision de croissance révisée le 16 juin par la Banque centrale slovène pour 2021

d'Autriche et de Suisse, près de 12 % de France et du Benelux contre 11,6 % qui viennent de Slovénie.

L'Etat avait engagé les banques Barclays, Goldman Sachs Bank Europe SE, J.P. Morgan, NKBM et notamment BNP Paribas et Crédit Agricole CIB pour organiser les appels aux investisseurs. Le Crédit Agricole CIB est intervenu en tant que conseiller en structuration de l'émission.

A noter que la Slovénie est le 1^{er} pays d'Europe centrale et de l'Est et le 2^{ème} Etat membre de l'UE à émettre ces obligations « vertes ».

Le gouvernement a adopté une loi d'urgence prévoyant un fonds de 243 M EUR pour aider le secteur du tourisme, en difficulté.

La majeure partie du fonds est destinée aux « bons de vacances » (total de 192 M EUR). Toute personne majeure résidant en Slovénie recevra un bon d'une valeur de 100 EUR à dépenser pour des activités en lien avec le tourisme, le sport et la culture. La 2^{ème} mesure concerne un ensemble d'aides à l'emploi pour le secteur du tourisme, d'un montant de 20 M EUR.

La Slovénie et l'Union européenne

Un total de 300 M EUR de fonds sera alloué aux PME en Slovénie dans le cadre d'un appel à

candidatures pour la transformation numérique des PME (P4D React EU). L'intégralité de la somme sera apportée par le FEDER. Il s'agit du 5^{ème} investissement dans le cadre de React-EU qui vise à promouvoir la reprise verte, numérique et résiliente après la pandémie.

Veille sectorielle

1. Secteur financier

Le groupe hongrois OTP Bank a signé le contrat d'acquisition de la totalité des parts de NKBM (Nova Kreditna Banka Maribor), la 2^{ème} plus grande banque de Slovénie. Cette acquisition ferait d'OTP le plus grand acteur du marché bancaire slovène et contrôlerait ainsi 29 % du marché. OTP possède déjà SKB Banka qu'elle a acquise en 2019 auprès de la société française Société Générale pour 323 M EUR.

NKBM contrôle actuellement 20,5 % du marché slovène, et était jusqu'à présent détenue à 8 0% par le fonds américain Apollo et à 20 % par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. NKBM a terminé l'année 2020 avec un bénéfice net de 208,9 M EUR et son actif total s'élevait à 9,17 Mrd EUR.

2. Télécommunications

Le ministre du Développement économique et de la Technologie et le directeur d'Hisense Europe Electronics ont signé un contrat qui accorde 1 M EUR de fonds non remboursables à l'usine de

production de téléviseurs Gorenje à Velenje. L'objectif est de faire passer la production annuelle de l'usine de 2 millions et demi de téléviseurs (entre 6 000 et 7 000/jour) la 1^{ère} année à près de 4 millions dans les deux prochaines années. L'usine devrait employer 1 200 personnes d'ici là. Conformément au plan 2025 de l'entreprise chinoise Hisense, le chiffre d'affaires annuel devrait passer de 2,5 Mrd EUR à 6,5 Mrd EUR, dont une grande partie de la croissance devrait provenir d'Europe.

3. Energie

Le fabricant slovène de batterie de démarrage pour voitures TAB et la société chinoise Haidi Energy Technology ont récemment fondé la coentreprise TAB-Haidi pour lancer la production de cellules lithium-ion à PREVALJE (centre-nord). Le lancement est prévu au printemps 2022 et le projet, d'une valeur de 100 M EUR devra permettre la création de 300 emplois. En plus de fournir de l'énergie dans les foyers via la production de cellules lithium-ions, TAB espère également pénétrer le marché des véhicules électriques.

4. Plateformes numériques

Le Parlement a adopté (50 votes contre 36) des amendements à la loi sur le transport routier qui créent une base juridique pour l'installation des plateformes numériques (Uber ou Lyft) en Slovénie. La proposition prévoit que les chauffeurs utilisant ces plateformes devront obtenir une licence.

mai_juin 2021

Principaux indicateurs économiques de l'Autriche

	Prévisionnistes internationaux									Prévisionnistes nationaux						
	OCDE			FMI		Commission européenne			OeNB			WIFO		IHS		
	mai 2021			avr 2021		mai 2021			juin 2021			juin 2021		juin 2021		
	2020	2021	2022	2021	2022	2020	2021	2022	2021	2022	2023	2021	2022	2021	2022	
Principaux indicateurs																
Evolution annuelle en %																
PIB réel (1)	-8,0	3,4	4,2	3,5	4,0	-6,6	3,4	4,3	3,9	4,2	1,9	4,0	5,0	3,4	4,5	
Consommation privée (réel)	-7,9	3	4,9			-9,6	3,0	5,3	4,0	5,8	1,8	5,0	5,5	4,2	4,9	
Demande des administrations publiques (réel)	1,2	1,3	1,1			1,6	3,3	1,1	2,1	0,5	0,8	2,1	-1,4	1,5	0,5	
Formation brute de capital fixe (réel)	-7,0	4,6	4,1			-4,9	4,8	3,3	4,7	3,3	1,8	6,9	4,3	5,9	3,8	
Exportations (réel)	-13,3	7,2	7,8	5,1	7,2	-10,4	7,5	7,2	7,1	6,4	3,4	5,2	8,7	7,2	8,5	
Importations (réel)	-12,7	7,9	7,3	5,9	6,9	-10,2	8,2	6,6	7,4	6,3	3,0	8,7	7,1	8,7	7,3	
Productivité 2)	-5,4	2,4	3						2,8	2,8	1,2	-0,5	0,8	1,3	2,7	
Déflateur du PIB	0,7	1,1	1,5	1,7	1,4	1,1	1,3	1,7	2,3	1,9	1,6	2,4	2,3	1,9	1,9	
IPCH 1)	1,3	2	1,9	1,6	1,8	1,4	1,8	1,6	2,0	1,8	1,8	2,3	2,1	2,3	2,0	
Coûts unitaires du travail	7,1	-0,3	-0,8			5,5	-1,5	-1,1	-0,6	0,1	1,4	-1,2	-0,8	0,2	-0,5	
Emploi salarié 3)	-2,6	1,1	1,3	0,8	0,8	-1,7	1,2	1,3	1,1	1,4	0,7	2,1	1,6	2,0	1,8	
en % de la population active																
Taux de chômage	5,6	5,1	4,8	5,5	5,3	5,4	5,0	4,8	5,2	4,8	4,6			5,3	5,1	
en % du PIB nominal																
Balance courante	2,9	1,6	2,3	2,4	2,5	2,7	2,2	2,7	2,1	2,2	2,4	0,2	0,4	x	x	
Solde des finances publiques	-10,5	-7,3	-3,1	-6,5	-3,6	-8,9	-7,6	-3,0	-6,9	-2,8	-2,0	-6,6	-2,3	-7,4	-3,7	
Les hypothèses																
Prix du pétrole en USD/baril 1)	40,6	64	65	58,5	54,8				65,8	64,6	61,9	68,0	67,0	68,0	68,0	
Taux d'intérêt à court terme en %	-0,4	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5				-0,5	-0,5	-0,3	-0,5	-0,3	-0,5	-0,5	
Taux de change USD/EUR	1,14	1,2	1,2	1,22	1,24				1,21	1,21	1,21	1,20	1,15	1,21	1,21	

Source: OCDE, FMI, Commission européenne

Source: OeNB, WIFO, IHS.

2) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per employee.

3) WIFO: Employment adjusted for persons on parental leave, in compulsory military training or undergoing training under a program of the Public Employment Service.

Dernière mise à jour le 25/06/2021

Dernière mise à jour le 08/06/2021

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de Vienne
 Directeur de la publication : C. Thirriot-Kwant
 Rédacteurs : S. Maynhardt, E. Zajc, P. Chaumont, E. Varale, C. Nadjar-Arthaud

Pour s'abonner : vienna@dgtresor.gouv.fr ou ljubljana@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo :

©